



Enjeux migratoires en Europe et dans le monde

Depuis les années 1990, l'Europe est devenue l'une des plus importantes régions d'immigration au monde, compte tenu de sa position géographique dans son face-à-face méditerranéen, de son histoire, de l'ouverture à l'Est, et de son image quant au respect des droits de l'Homme et à l'accueil des réfugiés. Mais sa politique migratoire est marquée par la montée des populismes et des démocraties illibérales, où la peur et le rejet de l'Autre migrant occupent une large place.

Catherine WIHTOL DE WENDEN, directrice de recherches au CNRS (Centre de recherches internationales-Ceri, Sciences Po)

Les migrants internationaux sont, selon les Nations unies ⁽¹⁾, 284 millions, soit plus du double qu'à la fin du XX^e siècle, mais ils ne représentent qu'un peu plus de 3 % de la population mondiale. Selon les Nations unies, un migrant international est quelqu'un qui est né dans un pays et s'est déplacé vers un autre pour une période d'au moins un an.

Aujourd'hui les migrations se dirigent vers le nord du monde (environ 140 millions, Sud-Nord et Nord-Nord) sont en train d'être dépassées par les migrations se situant au sud de la planète (Sud-Sud et Nord-Sud). Quelques chiffres viennent illustrer ce phénomène à la fois global par son ampleur (peu de régions au monde non concernées) et de plus en plus régionalisé (davantage de migrants venant de la même région que de migrants venus d'ailleurs). On compte 11,5 millions de migrants internationaux en Amérique latine, majoritairement sud-américains ; 26,5 millions en Afrique ; 50 millions aux Etats-Unis ; 85 millions en Asie et Océanie ; 45 millions en Europe et 13 millions en Russie.

Facteurs structurels de la migration

Des facteurs structurels expliquent la permanence des migrations, quelles que soient les politiques menées pour les dissuader. Tout d'abord l'entrée du monde dans la mobilité : depuis les années 1990, le monde est en mouvement, du fait de l'ouverture d'espaces autrefois clos par des frontières étanches (Chine, Cuba, Europe de l'Est) mais aussi au sud du monde, avec la généralisation de l'accès à un passeport. Il est devenu facile de sortir de chez soi, mais difficile d'entrer ailleurs en raison d'un système de visas très hiérarchisé selon le « risque migratoire » de tel ou tel pays d'origine ⁽²⁾. Ce phénomène s'est inversé depuis la fin du XIX^e siècle, période de la première grande migration de masse ⁽³⁾, où il était plus difficile de sortir de son pays que d'entrer ailleurs car les grands empires considéraient leur population comme une richesse démographique, fiscale, agricole et militaire et les empêchaient souvent de sortir.

Autres facteurs structurels : les grandes lignes de fracture du monde, avec des régions qui cumulent les indicateurs les plus bas

du développement humain (espérance de vie à la naissance, taux de scolarisation, niveau de ressources en parts du PIB national), parfois peu éloignées des régions les plus riches ⁽⁴⁾. Ce ne sont pas les plus pauvres qui migrent loin mais celles et ceux qui ont des réseaux de connaissances liés aux diasporas transnationales, qui sont câblés sur les nouvelles technologies... L'offre des passeurs pour ceux qui n'ont pas de visas s'est aussi multipliée, de même que les crises politiques, économiques et sanitaires, au Sud.

Pour l'instant, les catastrophes environnementales induisent surtout des migrations internes et de voisinage.

Les plus grands moteurs de départ sont l'absence d'espoir, l'aspiration à changer de vie notamment chez les plus diplômés, la nécessité de fuir un pays en guerre, les discriminations à l'égard des femmes. De nouvelles figures des migrants internationaux apparaissent avec, par exemple, des touristes qui finissent par s'installer au soleil, chez les séniors ou des diplômés du Sud venant chercher des opportunités au Sud et au Nord.

Les profils de migrants ne se sont pas seulement diversifiés, ils sont devenus plus flous : les catégorisations des migrants se sont parfois effacées, entre le demandeur d'asile et celui qui cherche du travail notamment avec la suspension de l'immigration de travail salarié depuis le milieu des années 1970, en Europe. Hier, le

(1) Rapport Undesa (Département des affaires économiques et sociales des Nations unies), 2022.

(2) Les Afghans n'ont accès qu'à vingt-cinq pays environ, voisins et pauvres, alors que les Japonais, Coréens du Sud, Européens et Américains du Nord ont le plus large accès au monde sans visa.

(3) On parle à l'époque d'une migration de cinquante-millions d'Européens.

(4) La Méditerranée est ainsi une ligne de fracture démographique, économique, politique, sociale et culturelle importante, malgré les nombreux liens transnationaux qui la traversent.

(5) Pologne, Hongrie, Slovaquie et République tchèque.

(6) Trois-cent-trente-mille entrées irrégulières en 2022, selon l'agence Frontex (agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes), soit 30 % de plus qu'en 2021, et un niveau égal à celui d'avant la pandémie.

(7) Voir Catherine Wihtol de Wenden, « Migrations méditerranéennes », in *Pouvoirs* n° 183, p. 87-98.

Le phénomène des migrations à la fois global par son ampleur (peu de régions au monde non concernées) et de plus en plus régionalisé (davantage de migrants venant de la même région que de migrants venus d'ailleurs).



réfugié était socialement très différent du travailleur, peu qualifié et rural. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus proches du fait de l'urbanisation et des progrès de la scolarisation au sud du monde. Dans le même temps, dans un contexte de dissuasion, de répression et de militarisation, les frontières se sont fermées pour le plus grand nombre (les deux tiers de la population de la planète), avec une série d'instruments de contrôle qui tiennent lieu de politique migratoire (accords de réadmission avec les pays du Sud, politiques d'externalisation des frontières, système Schengen, accords de Dublin sur l'asile, Système d'information Schengen-SIS fichant sans-papiers, déboutés du droit d'asile ou condamnés cherchant à pénétrer les frontières de l'Union européenne-UE)...

Crises en série et lignes de fracture

Des crises se sont succédé : révolutions arabes de 2011, crise syrienne de 2015, Covid-19, crise ukrainienne de 2022. L'UE est face aux plus grands mouvements de réfugiés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, même si la plupart de ces derniers ont trouvé l'hospitalité dans les pays les plus proches de chez eux : Iran et Pakistan pour les Afghans, Syrie pour les Irakiens, Turquie et Liban pour les Syriens, Pologne, Hongrie, Roumanie et Moldavie pour les Ukrainiens. Ces crises ont amené à leur tour des lignes de fracture en Europe : crise de l'hospitalité entre l'Est et l'Ouest, lors de la crise syrienne. L'Allemagne a alors été le principal pays d'accueil (plus d'un million de personnes entre 2015 et 2016), alors que les pays de Visegrad⁽⁵⁾ ont refusé l'hospitalité à ces populations non désirées. Une crise s'est aussi amorcée avec le système européen de Dublin : le Sud reçoit l'essentiel des nouveaux arrivants (Italie, Grèce, Espagne, Malte), lesquels leur sont renvoyés par les autres pays européens s'ils ont traversé leurs frontières. Ce qui nourrit, dans les pays du Sud, un sentiment d'abandon par les autres pays européens.

Le Pacte européen pour l'immigration et l'asile de 2020, qui devrait être adopté au printemps 2024, a prévu, pour y remédier, une solidarité obligatoire de tous les pays. Ce Pacte conserve une

« Dans un contexte de dissuasion, de répression et de militarisation, les frontières se sont fermées pour le plus grand nombre (les deux tiers de la population de la planète), avec une série d'instruments de contrôle qui tiennent souvent lieu de politique migratoire. »

dimension essentiellement sécuritaire, qui reprend les politiques antérieures de trente ans d'âge de renvoi, de dissuasion et de répression, alors même que ces politiques n'ont pas démontré d'effets sur la diminution des mouvements migratoires⁽⁶⁾. Un filtrage des demandes d'asile aux frontières extérieures de l'UE permettra en outre d'arrêter ceux qui viennent de pays « sûrs ».

L'Europe est au carrefour de plusieurs espaces migratoires qui ont connu beaucoup de mutations au cours des vingt dernières années : l'espace euro-méditerranéen, la circulation migratoire Est-Ouest, et de plusieurs défis contradictoires comme, d'un côté, la crise du Covid, l'Ukraine, le risque environnemental, et, de l'autre, le vieillissement, les pénuries de main-d'œuvre, la crise de l'hospitalité sur fond de montée des populismes.

L'Euroméditerranée en mouvement(s)

Les migrations entre l'Europe et la rive Sud de la Méditerranée⁽⁷⁾ sont vécues comme un défi du fait de l'écart démographique entre les deux rives (âge médian en Europe de 41 ans, contre 25 au Maghreb et 19 en Afrique subsaharienne), des réfugiés, du terrorisme et des migrants à la recherche de travail. L'Europe cherche à fermer ses frontières, sans y parvenir. Pourtant, elle vieillit et manque de main-d'œuvre, très qualifiée, moyennement qualifiée et peu qualifiée dans les métiers dits en tension (restauration, tourisme, médecine, agriculture...).

La Méditerranée constitue l'un des plus importants espaces migratoires au monde, un espace migratoire régional constitué



« De nombreux défis concernant la cohésion sociale montrent que l'Europe tarde à adopter des mesures adaptées à une immigration de peuplement, à la différence de pays comme les Etats-Unis, le Canada, ou l'Australie, car elle peine à se considérer comme continent d'immigration. »

essentiellement de migrants de la rive Sud mais aussi, dans le passé, du sud de l'Europe⁽⁸⁾. Le monde euro-méditerranéen connaît aussi de nouvelles migrations, comme l'installation des seniors au soleil (Français au Maroc et en Tunisie, Anglais à Malte, Allemands en Espagne) ou l'exode des jeunes qualifiés vers le sud du monde (Maroc, Amérique du Sud). La migration étudiante est aussi une autre composante des migrations intra-méditerranéennes avec un exode des cerveaux du sud de l'Europe vers le Nord (Italiens, Espagnols, Portugais, Grecs)⁽⁹⁾.

Les pays d'Europe du Sud, qui ont longtemps été des pays d'émigration, sont devenus des pays d'immigration au milieu des années 1980 et ont dû adopter à la hâte des politiques migratoires (régularisation des sans-papiers, contrôle des frontières externes, acquis communautaire). Ils ont reçu et continuent à recevoir des migrants arrivés par la mer tout en étant des pays touristiques, une cohabitation parfois difficile même pour ceux qui ont aussi besoin de main-d'œuvre. Malgré des configurations migratoires différentes, propres à l'histoire et à la géographie de chacun, ils sont devenus les garde-frontières de l'UE.

Coronavirus et interdépendances

La fermeture des frontières nationales a été l'une des premières mesures adoptées par de nombreux pays européens pour limiter la propagation du coronavirus. D'autres pays ont ensuite emboîté le pas⁽¹⁰⁾, révélant aux migrants du Nord que les frontières n'étaient plus ouvertes à tous et qu'ils devenaient indésirables au Sud.

(8) Les Turcs constituent la plus importante diaspora transnationale en Europe, devant les Marocains, puis Portugais, Italiens, Espagnols, Algériens et Roumains, mais leur répartition varie beaucoup selon les pays d'accueil.

(9) Enrico Pugliese, *Quelli che se ne vanno*, Bologna, Il Mulino, 2018.

(10) Par exemple aux Etats-Unis, en Asie, au Maghreb, en Afrique sub-saharienne, en Australie et dans le Golfe.

(11) Pour mémoire, la concurrence avec les travailleurs de l'Est européen a été l'un des thèmes favoris du Brexit.

(12) Ce fut le cas pour les Ukrainiens quittant la Pologne, ainsi que les Vénézuéliens et les Afghans de retour chez eux.

(13) Ceci explique l'accueil de ces anciens Hongrois par le gouvernement de Viktor Orban, qui avait déjà généreusement accordé des passeports hongrois à certains d'entre eux.

(14) Cet accueil peut être comparé à celui des Vietnamiens à la fin des années 1970, lié à la volonté de montrer un Occident protégeant les victimes du communisme.

(15) Parmi eux, quarante-millions de migrations internes.

(16) C'est le cas du Bangladesh, classé au premier rang des pays vulnérables en 2014, du fait de la fonte des glaciers de l'Himalaya qui se déversent dans les deux grands fleuves de ce pays delta.



© VICTOR MENDOZA, LICENCE PIXABAY

Le moment de leur réouverture s'est étalé dans le temps, d'abord progressivement, avec les frontières internes, notamment dans les pays de tourisme (Italie, Espagne, Portugal, Grèce).

L'Organisation mondiale des migrations (OIM) a observé une baisse importante du trafic en Méditerranée centrale, de la Libye à l'Italie ou vers la Grèce. L'Europe n'était plus attractive, du fait de la fermeture des frontières et des risques sanitaires – le continent étant particulièrement touché par la pandémie. L'épidémie a suspendu les arrivées de migrants en Europe et leur circulation entre pays membres. Le droit d'asile s'est arrêté, avec la fermeture des guichets.

Mais la crise a surtout révélé la dépendance des pays d'immigration à l'égard de leur main-d'œuvre immigrée. Ainsi l'Italie et le Portugal ont décidé de régulariser les sans-papiers travaillant dans les métiers des soins à la personne, compte tenu des besoins dans ce secteur. En Allemagne, la pénurie de travailleurs saisonniers agricoles s'est fait sentir, notamment pour les récoltes de printemps, habituellement effectuées par des Ukrainiens. En Espagne, les ramasseuses de fraises marocaines se sont heurtées au blocage des frontières, mettant en péril leurs familles au

Des conflits de valeurs divisent l'Europe et ses migrations : entre libéralisme économique et sécurité militarisée des frontières, entre éthique de la solidarité et de l'hospitalité et nationalismes, entre besoins de main-d'œuvre, vieillissement et utilisation de l'immigration à des fins électorales et populistes.

Maroc. En Italie, les saisonniers marocains n'ont pu revenir qu'au compte-gouttes comme au Royaume-Uni, où les Roumains sont revenus travailler dans les champs⁽¹¹⁾.

Le Covid-19 n'a pas sonné la fin des migrations mais il a accéléré les migrations internes de retour vers les régions d'origine⁽¹²⁾. Il a aussi montré l'interdépendance structurelle des pays riches à l'égard des pays pauvres.

Les réponses face à la crise ukrainienne

La crise ukrainienne est venue allonger la liste des pays créant le plus de réfugiés (le plus grand nombre de départs dans le temps le plus bref), avec un accueil surtout en Pologne (pour près de la moitié d'entre eux), en Roumanie, Moldavie, en République tchèque et en Hongrie.

C'est une migration de voisinage entre pays ayant eu une proximité culturelle : l'ouest de l'Ukraine était une partie de la Pologne avant 1945, le Sud a appartenu à l'Autriche⁽¹³⁾. Même chose en République tchèque, en Roumanie et Moldavie.

L'accueil des Ukrainiens a tranché avec celui des Syriens, Irakiens, Afghans et autres Moyen-orientaux, en 2015. L'UE leur a appliqué la directive dite « protection temporaire » de 2001, créée pour les réfugiés de la crise dans l'ex-Yougoslavie, et jamais appliquée. Ce statut temporaire évite la durée de la procédure d'asile, permet de travailler immédiatement et de retourner dans son pays d'origine alors que c'est impossible pour les réfugiés classiques, sans risque de perdre leur statut. Enfin, la solidarité entre les pays européens et l'hospitalité se sont déployées avec le concours des pouvoirs publics. Comme en Allemagne en 2015, les pouvoirs publics français ont déployé des moyens hier considérés comme impossibles à satisfaire en mobilisant collectivités territoriales et citoyens volontaires pour l'hébergement, l'ouverture d'écoles et de cours de français, l'accès à des logements sociaux et à des soins immédiats⁽¹⁴⁾.

On peut espérer que cet épisode fera jurisprudence dans la politique européenne de l'asile et incitera les pays européens à remettre à plat leur politique migratoire en ouvrant davantage de voies légales d'entrée.

L'Europe et ses frontières : perspectives

La montée du populisme et des démocraties illibérales dans nombre de pays européens, y compris en Europe du Nord (Suède et Danemark), et la recherche des votes d'extrême droite pour gagner les élections conduisent à une surenchère sur la fermeture des frontières. Cela alimente des peurs, à court terme, peu

fondées, comme l'« invasion » des déplacés environnementaux et le « déversement » des Africains en Europe ou le « grand remplacement », alors que le vieillissement des Européens n'est pas pris en compte.

Les déplacés environnementaux ne sont pas une menace à court terme pour l'Europe. Ce sont, pour l'essentiel, des migrations internes et des migrations Sud-Sud. Leur nombre est évalué à une soixantaine de millions⁽¹⁵⁾, mais les experts du climat (le Giec) considèrent qu'ils pourraient atteindre 150 à 200 millions à la fin du siècle. La plupart se déplacent dans leur propre pays : ce sont les plus pauvres, soucieux de garder des modes de vie liés au milieu naturel (agriculture, élevage, pêche). Une petite partie décide de franchir les frontières mais reste souvent à proximité de leur pays d'origine. Ils ne bénéficient pas du statut de réfugiés car ils ne sont pas considérés comme craignant ou ayant été victimes de persécutions, selon les termes de la convention de Genève, et les tentatives de définition d'un autre statut international (l'initiative Nansen de 2011) n'ont pas abouti.

Les causes de ces déplacements sont multiples, liées à des phénomènes naturels aussi vieux que le monde (éruptions volcaniques, cyclones, tornades) mais aussi à des phénomènes récents de sécheresse, de dégel, de montée des eaux, d'inondations, de coulées de boue et d'engloutissement d'îles par la mer. Les régions les plus touchées sont l'Asie pacifique pour 68% des cas, l'Asie du Sud pour 14,8%, l'Amérique latine (7,3%).

Beaucoup de ces pays n'ont pas les moyens de faire face aux catastrophes environnementales⁽¹⁶⁾ et ce sont les plus pauvres qui seront les plus exposés, comme aux Etats-Unis, lors du cyclone Katrina frappant la Nouvelle-Orléans. Ce sont les pays du Sud, proches des pays concernés par les crises environnementales, qui seront les plus touchés par les migrants environnementaux.

Des conflits de valeurs divisent l'Europe et ses migrations : entre libéralisme économique et sécurité militarisée des frontières, entre éthique de la solidarité et de l'hospitalité et nationalismes, entre besoins de main-d'œuvre, vieillissement et utilisation de l'immigration à des fins électorales et populistes.

De nombreux défis concernant la cohésion sociale montrent que l'Europe tarde à adopter des mesures adaptées à une immigration de peuplement, à la différence de pays comme les Etats-Unis, le Canada, ou l'Australie, car elle peine à se considérer comme continent d'immigration : lutte contre les discriminations, introduction de la diversité dans la définition de la citoyenneté, dialogue avec l'islam, droit de vote local des non-Européens, démocratisation du droit à la mobilité avec des frontières plus ouvertes aux migrations de travail. C'est pourquoi, face à des politiques d'opinion s'appuyant sur les sondages, l'enjeu est de taille : il s'agit de convaincre. ●

« La montée du populisme et des démocraties illibérales dans nombre de pays européens, y compris en Europe du Nord (Suède et Danemark), et la recherche des votes d'extrême droite pour gagner les élections conduisent à une surenchère sur la fermeture des frontières. »